16 avril 1996, Québec

Conférence de presse

Le Modérateur: Puisqu'il y a une télévision en direct, je demanderais à tous les gens de fermer leurs cellulaires, s'il vous plaît, et d'attendre qu'on leur donne le droit de parole pour poser des questions. M. Bouchard a 15 minutes à nous consacrer; 10 minutes en anglais, 5 minutes en français.

Des voix: Ha, ha, ha!

Le Modérateur: L'inverse!

Une voix: Le foyer!

Le Modérateur: C'est ça, le foyer. L'inverse: 10 minutes en français, 5 minutes en anglais.

M. Bouchard: Comment on dit ça, le foyer, en anglais?

Une voix: Fireplace

Des voix: Ha, ha, ha! Une voix: Homeland!

Le Modérateur: Pas de question?

Une voix: Elle est bonne, celle-là!

M. Bouchard: Je pense qu'on va s'exempter des déclarations préliminaires. Je pense que vous souhaitez poser des questions. Alors, je vais vous laisser les commencer.

Une voix: Qu'est que vous pensez, M. Bouchard, de l'attitude de vos adversaires aujourd'hui, le Parti libéral, qui continue à dire que la société distincte existe encore, que M. Chrétien a raison de dire que ces termes-là n'ont pas été dilués d'aucune façon par le mot foyer, mais qui, malgré tout, se joignent à vous pour adopter une motion sur le refus du foyer? Cette position mitoyenne des libéraux, est-ce que ça vous laisse un peu, quoi, songeur, ou...?

M. Bouchard: En tout cas, je reconnais le geste qui a été posé par la députation libérale aujourd'hui de voter dans l'unanimité avec les députés ministériels pour rejeter cette étrange notion qui vient d'atterrir sur nos tables du foyer principal. Je pense que c'est la fin de la courte carrière de cette notion. Il faudra qu'à Ottawa on retrouve les dictionnaires de synonymes pour en sortir d'autres. Donc, là-dessus, honnêtement, il y a une heureuse convergence de vues entre tous les députés de l'Assemblée nationale.

Par contre, moi, je vois là aussi une démonstration additionnelle, s'il en fallait une, de l'impossibilité de renouveler le fédéralisme en fonction des aspirations fondamentales du Québec. Il y a là une sorte de constat d'impuissance qui s'ajoute au dossier et qui est signé par le gouvernement fédéral lui-même. Le gouvernement fédéral avait proposé cette notion très édulcorée de reconnaissance du caractère distinctif du Québec qui est quand même

loin de celle de Meech. Manifestement, il l'a retirée parce que ça ne passe pas. Et une place où ça ne passe pas d'abord, c'est dans le reste du Canada. Ça veut dire que ce gouvernement a des menottes aux mains et est incapable, dans la vieille tradition des tentatives de renouvellement du fédéralisme d'apporter quelque solution que ce soit en profondeur au problème qui est vécu. Ce qui me fait dire à moi, c'est que la seule solution qui reste, finalement, puis qui résiste à toutes les tentatives de diversion du gouvernement fédéral, c'est la souveraineté du Québec, assortie d'une proposition de partenariat.

Une voix: Est-ce que c'est uniquement, M. Bouchard, parce que les mots « société distincte » ne passent pas au Canada anglais, qu'on édulcore cette version de la société distincte? Est-ce que c'est uniquement pour ça?

M. Bouchard: Il faudrait demander aux auteurs de cette grande trouvaille pourquoi ils l'ont substituée au concept préalable, au concept précédent. Il faudrait leur demander, mais nous savons tous que ça ne passe pas au Canada anglais, les mots ne passent pas et on cherche d'autres mots pour maquiller la réalité qui, elle, ne passera pas non plus.

Une voix: M. le premier ministre, justement, à propos de la recherche d'autres mots, si vous aviez la substance, si on avait la substance de la société distincte, peu importe le terme ou le qualificatif qu'on lui donnerait, est-ce que vous seriez d'accord avec ça?

M. Bouchard: Il faut être honnête avec tout le monde, il y a eu un temps pour faire ça, c'est en 1990, ce temps est révolu, on est six ans plus tard et la notion même de société distincte au Québec, c'est dans le placard. C'est dans le placard, c'est dépassé. L'évolution politique a fait en sorte que notre société est rendue plus loin que ça, c'est dépassé, tout en sachant que, même si quelqu'un voulait la ramener à l'ordre du jour, comme tente de le faire le Parti libéral du Québec, ça va être non, c'est impossible, et c'est non.

Une voix: Comment interprétez-vous le recul de M. Chrétien, à la Chambre des communes, sur cette notion de foyer?

M. Bouchard: Je ne le sais pas, je ne connais pas la genèse de cette volte-face. Est-ce que c'était délibéré? Est-ce que ça a été concocté dans les sous-sols du conseil privé ou si c'est arrivé inopinément, dans une réunion de parti? Je ne sais pas. Ce qui est certain, c'est que M. Chrétien, au lieu de se distancer, l'a fait sienne, cette trouvaille, et qu'il a tenté de lui donner une carrière constitutionnelle qui me paraît bien courte.

Le Modérateur: Michel David.

M. David (Michel): M. Bouchard, compte tenu de ce que vous avez dit depuis cinq minutes, est-ce qu'il faut comprendre qu'il n'est plus question pour vous de participer à des négociations de quelque ordre, ou constitutionnelles, de quelque manière que ce soit, une conférence, par exemple?

M. Bouchard: Reconnaissez, en tout cas, qu'au niveau des principes, toute tentative de tenir des conférences fédérales-provinciales qui porteraient sur le renouveau du fédéralisme est vouée à l'échec et qu'au contraire même, ça va raviver des passions, ça va rouvrir une boîte de Pandore, ça va nous faire piétiner et, finalement, la vraie solution qui concerne tout le

monde là-dedans, c'est la souveraineté du Québec, un référendum. Il y avait dans votre question une incidente, est-ce que j'assisterais à une conférence fédérale-provinciale qui en discuterait? Premièrement, je ne sais pas qu'il y en ait une de convoquée actuellement et qui porte spécifiquement sur la question. J'entends dire qu'en effet, il y en a une qui est dans l'air, qu'elle pourrait avoir lieu au mois de juin et j'entends également dire qu'elle porterait certainement sur des questions économiques et sociales et, dans cette mesure, les intérêts du Québec étant directement en cause, je serais extrêmement tenté d'y participer, bien entendu.

Quand il s'agira de lever les barrières tarifaires entre les provinces, d'améliorer les échanges commerciaux entre les provinces canadiennes, quand il s'agira de repenser les programmes sociaux dans le sens de rationaliser pour les maintenir, d'aller chercher le butin du Québec dans ces questions quand il sera question... Bien sûr que je pense qu'on sera plus que tentés, mais je pense que le devoir du premier ministre du Québec, ça va être d'être présent puis de participer activement. Et je souhaite qu'il n'y ait pas, dans cet ordre du jour, des sujets qui pourraient s'apparenter au renouvellement du fédéralisme: ce serait une perte de temps et je pense que ça ne serait pas indiqué.

Une voix: Sur le même sujet, hier après-midi, j'ai entendu M. Chrétien, aux Communes, déclarer que le gouvernement du Québec ne voulait pas, à l'ordre du jour de cette conférence, qu'il soit question de constitution, qu'on ne voulait pas inscrire la question constitutionnelle à cet ordre du jour de la prochaine conférence. Est-ce que M. Chrétien disait la vérité? Est-ce qu'il y a eu des négociations, des pourparlers entre les deux bureaux?

M. Bouchard: Oui, il dit la vérité parce que... D'abord, j'ai déjà dit en public, souvent, que je ne souhaitais pas qu'il y ait de conférence fédérale-provinciale sur la question constitutionnelle. Au niveau des entrevues puis des rencontres et des discussions qui ont eu lieu, ça a été répété. Et la position actuelle du gouvernement du Québec, c'est que nous ne souhaitons pas qu'il y ait l'inscription à l'ordre du jour de questions constitutionnelles, c'est-à-dire des négociations constitutionnelles avec tout le monde, là.

Une voix: ...si le gouvernement fédéral vous invitait.

M. Bouchard: C'est-à-dire qu'il peut y avoir une rencontre bilatérale. Par exemple, vous savez que nous envisageons une rencontre bilatérale avec M. Chrétien pour parler essentiellement d'économie. Et pourquoi ne pas envisager, en tout cas, vérifier ce qui pourrait en être du côté d'un amendement constitutionnel pour permettre les commissions linguistiques? Mais ça, c'est du bilatéral. Ça ne se négocie pas avec tout le monde, ça.

M. McKenzie (Robert): M. le Président, en clair, là, à une conférence d'ordre économique, resteriez-vous à la table pour écouter des propositions sur — et j'emploie l'expression qui a été employée — l'avenir de la fédération?

M. Bouchard: Bien d'abord, M. McKenzie, je pense que nous le saurions d'avance; je pense qu'avant de partir pour Ottawa, l'ordre du jour serait clairement établi et puis on saurait à quoi s'attendre. Et ce que j'ai dit, c'est que, en ce qui concerne la préparation de l'ordre du jour, la position du gouvernement du Québec, c'est que nous ne souhaitons pas qu'il y ait

inscription d'un sujet constitutionnel. Vous allez me demander tout de suite — puis je vous évite de poser la question: Oui, mais s'il y en a une inscription. On verra à ce moment-là, on verra. On verra! Est-ce que j'irai pour partir au moment où on parlera de ces choses? Est-ce que j'irai pour répéter que la seule solution, c'est la souveraineté et leur parler longuement du partenariat que nous souhaitons avec eux au lendemain d'un oui au référendum qui portera sur la souveraineté? Est-ce que ce sera le lieu de faire ce débat là avec eux? Est-ce qu'ils voudront l'entendre, ce débat-là? Je soupçonne fort que les autres provinces ne souhaiteront pas que nous abordions tout de suite ces questions puisque nous avons, dans l'immédiat, des affaires économiques, sociales et commerciales qui sont très urgentes parce que nous, nous savons que, tant que nous n'aurons pas tenu le référendum qui doit se tenir au Québec sur la souveraineté, on ne pourra pas avancer parce que nous savons bien que ce renouveau du fédéralisme est impossible. Nous en avons eu encore une confirmation en fin de semaine.

Une voix: Juste un détail, M. le premier. Vous avez dit Ottawa. Or, il y avait une rumeur que la conférence pourrait être au Québec. Elle est donc fausse?

M. Bouchard: Je ne l'ai pas entendue, cette rumeur. Elle est peut-être vraie, même si je ne l'ai pas entendue, mais j'ignore son existence. Mais j'ai toujours entendu dire que ce serait à Ottawa. Peut-être qu'ils voudront la faire à Québec.

Une voix: Oui, mais, M. Bouchard, il y a, de toute façon, une échéance. En 1997, vous devrez parler de constitution et vous avez déjà dit que, s'il y avait une proposition sur la table, vous accepteriez de la regarder. Est-ce que vous êtes en train de nous dire que, d'ici 1997, il est hors de question que vous alliez participer à une quelconque table de négociation et de discussions constitutionnelles?

M. Bouchard: En tout cas, je répète que nous ne souhaitons pas que ce soit le cas. Ce n'est pas la politique du gouvernement du Québec et je pense que ce ne serait pas une bonne politique non plus de la part du gouvernement fédéral et des autres provinces. Je pense que nous devons nous pencher sur les priorités économiques, sociales et commerciales. Et je n'ai pas entendu personne me dire qu'on souhaite réouvrir des pourparlers constitutionnels. On en sort à peine. On sait où ça nous a conduits. On sait très bien que ça va prendre un autre référendum pour nettoyer le paysage et, entre-temps, moi, je suggérerais qu'on soit pragmatique et qu'on traite des questions immédiates.

Une voix: En somme, vous vous en tenez à la lettre de la constitution qui prévoit 1997.

M. Bouchard: Bon, en 1997, si le gouvernement fédéral convoque une conférence fédérale-provinciale dans le cadre de la révision de la constitution, on verra rendu là. Mais ça, 1997, ça nous mène, ça, c'est le printemps prochain.

Une voix: Après les élections.

M. Bouchard: C'est le printemps prochain. On verra. C'est long en politique un an. C'est long. On a le temps de voir plusieurs notions nouvelles sortir du dictionnaire d'ici là.

Le Modérateur: Oui, allez.

Une voix: Si je peux me permettre, sur un autre sujet. Il y a la députée Monique Simard qui est dans une situation pour le moins délicate. Le Directeur des élections lui a donné un avis d'infraction, un constat d'infraction. Est-ce que Mme Simard doit quitter le caucus péquiste?

M. Bouchard:] Mme Simard a formulé une proposition de retrait du caucus jusqu'à épuisement des procédures engagées et cette proposition sera prise en considération par le caucus qui va siéger ce soir.

Le Modérateur: Dernière en français. Éric Tétreault, s'il vous plaît.

M. Tétreault (Éric): Rapidement, M. Bouchard. Sur le conseil national des 27 et 28, il y a plusieurs de vos membres et des représentants de comté qui jugent obsolète, qui jugent jusqu'à obsolète la tenue d'un conseil national sur la langue alors que votre lit est déjà fait. Et il y en a plusieurs qui le pensent. Comment vous accueillez leur réaction? Sans parler de front, il y a quand même des gens mécontents.

M. Bouchard: On sait qu'il y a, au sein du Parti québécois et, de façon très large, au sein de la population du Québec, un souci de préserver la langue, nous sommes tous très vigilants de ce côté, nous savons que la langue française est menacée perpétuellement à cause des conditions objectives qui prévalent ici, sur ce continent et dans ce pays, mais nous n'avons pas fait le lit du gouvernement. Le gouvernement, comme je l'ai dit, a élaboré ce qu'on a appelé un bouquet ou un éventail de mesures qui nous paraissent refléter et représenter un équilibre et un resserrement des mesures pour promouvoir la langue française, c'est présenté en consultation et nous avons dit que la décision ne serait pas prise avant le mois de mai de sorte que, d'ici le mois de mai, il y aura ces instances du conseil national, il y aura d'autres réunions du Parti, j'en suis convaincu, il y aura d'autres personnes dans la société qui vont s'exprimer et nous serons en mesure, au mois de mai, de tirer les conclusions et, là, dresser le véritable lit du gouvernement sur ces questions.

Une voix: Pourquoi ne pas demander aux militants avant?

M. Bouchard: Non, mais le programme du Parti québécois est en révision. Ce n'est pas une cachette que le congrès qui aura lieu cet automne sera un congrès très important qui va se pencher sur la mise à jour et la révision de l'ensemble du programme du Parti québécois. Il se trouve qu'il aurait peut-être été préférable — moi, si ça avait été mon choix, on aurait attendu jusqu'à l'automne pour traiter des questions de langue dans le cadre même de la révision générale du programme — mais il se trouve que le rapport sur l'état de la langue française, le bilan que nous connaissons est tombé sur nos tables récemment et qu'il faut réagir rapidement, aussi rapidement qu'on peut, en tout cas, et nous avons donc dressé un échancier qui comporte une première partie, de soumettre à une consultation très large un ensemble de mesures pour resserrer la protection et la promotion du français en particulier et ensuite, forts des réactions que nous entretiendrons, au terme d'une consultation, de prendre des décisions gouvernementales.